



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 74.946/4
du 21 décembre 2023

advies 74.946/4
van 21 december 2023

sur

over

un projet d'arrêté royal
'concernant la clause
d'écologie, la réorientation
pour raisons professionnelles
et le trajet d'apprentissage'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'houdende het
scholingsbeding,
heroriëntering om
professionele redenen en het
werkplekleertraject'

Le 24 novembre 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques, des Télécommunications et de la Poste à communiquer un avis dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'concernant la clause d'écologie, la réorientation pour raisons professionnelles et le trajet d'apprentissage'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 21 décembre 2023. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Luc CAMBIER et Dimitri YERNAULT, conseillers d'État, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier.

Le rapport a été présenté par Ambre VASSART, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Patrick RONVAUX, président de chambre.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 21 décembre 2023.

*

Op 24 november 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Ambtenarenzaken, Overheidsbedrijven, Telecommunicatie en Post verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'houdende het scholingsbeding, heroriëntering om professionele redenen en het werkpleklertraject'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 21 december 2023. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Dimitri YERNAULT, staatsraden, en Charles-Henri VAN HOVE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Ambre VASSART, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Patrick RONVAUX, kamervoorzitter.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 21 december 2023.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉ PRÉALABLE

L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)', combiné avec son article 57, paragraphe 1, c), le considérant 96 de son préambule et, le cas échéant, l'article 2, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', prévoit une obligation de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données', dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national, ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement de données à caractère personnel.

Il ressort de l'article 72 en projet de l'arrêté royal du 7 août 1939 'organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'État' (article 4 du projet) que la demande portant sur le trajet d'accompagnement à la réorientation et introduite auprès de la Direction générale Recrutement et Développement du Service public fédéral Stratégie et Appui par le fonctionnaire dirigeant se compose :

« 1^o du dossier administratif du membre du personnel ;

2^o le cas échéant, avec l'accord du membre du personnel, du rapport du médecin de l'Administration de l'expertise médicale qui contient des recommandations sur les fonctions que l'agent visé à l'article 71[, alinéa 1^{er}], 2^o, peut accomplir en raison de son état de santé ;

3^o le cas échéant, avec l'accord du membre du personnel, du rapport du conseiller en prévention-médecin du travail qui contient des recommandations sur les fonctions que l'agent visé à l'article 71[, alinéa 1^{er}], 2^o, peut accomplir en raison de son état de santé ».

Ces dispositions impliquent le traitement de données à caractère personnel des intéressés.

Il y a donc lieu de solliciter l'avis de l'Autorité de protection des données sur le projet.

OBSERVATION GÉNÉRALE

L'auteur du projet s'assurera qu'au regard du droit au respect de la vie privée consacré notamment par l'article 22 de la Constitution, les éléments essentiels du traitement de données à caractère personnel qu'impliquent les mécanismes que le projet consacre, en particulier dans le cadre du titre III en projet de l'arrêté royal du 7 août 1939, sont exprimés dans la réglementation applicable avec une précision suffisante.

Ainsi que l'a rappelé l'Assemblée générale de la section de législation dans son avis 68.936/AG du 7 avril 2021, les éléments essentiels du traitement de données à caractère personnel sont les suivants :

« 1°) les catégories de données traitées ; 2°) les catégories de personnes concernées ; 3°) la finalité poursuivie par le traitement ; 4°) les catégories de personnes ayant accès aux données traitées ; et 5°) le délai maximal de conservation des données » ¹.

Le projet sera réexaminé et, le cas échéant, complété, à la lumière de cette observation.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Article 1^{er}

1. Dans l'article 11bis en projet, au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 1°, les mots « de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant statut des agents de l'État » seront omis.

La même observation vaut pour le paragraphe 3, alinéa 4.

2. De l'accord du délégué de la Ministre, dans la version française de l'article 11bis, § 1^{er}, alinéa 5, en projet, il sera renvoyé au chapitre XII de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 'relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'État'.

3. Interrogé sur le renvoi opéré dans la phrase introductive du paragraphe 4, alinéa 1^{er}, de l'article 11bis, en projet, le délégué de la Ministre a répondu que « Dit is correct. De tekst zal herschreven worden : Wanneer de ambtenaar de voorwaarden van het scholingsbeding niet respecteert, ... ».

Le dispositif sera modifié en ce sens.

¹ Avis 68.936/AG donné le 7 avril 2021 sur un avant-projet devenu la loi du 14 août 2021 'relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique', *Doc. parl.*, Chambre, 2020-2021, n° 55-1951/001, p. 119, observation n° 101. Voir aussi C.C., 10 mars 2022, n° 33/2022, B.13.1 ; C.C., 22 septembre 2022, n° 110/2022, B.11.2 ; C.C., 1^{er} juin 2023, n° 84/2023, B.16.9.

Article 4

1. Dans l'article 71, alinéa 1^{er}, 4° et 6°, en projet de l'arrêté royal du 7 août 1939, le texte sera complété par les intitulés des arrêtés auxquels il est renvoyé.
2. De l'accord du délégué de la Ministre, dans l'article 73, deuxième tiret, il sera renvoyé à l'article 72, § 3, et non à l'article 75.

Article 5

1. Dans l'article 79bis, alinéa 3, 2°, en projet, il sera renvoyé à l'article 2, 3°, de l'arrêté royal du 26 avril 2017 'relatif à la mobilité intrafédérale des membres du personnel qui assistent le pouvoir judiciaire et modifiant l'arrêté royal du 12 juin 2006 organisant l'acquisition par le militaire de la qualité d'agent de l'État par transfert', dès lors que cet article n'est pas divisé en paragraphes.
2. L'article 79quater en projet détermine les absences dont peut bénéficier le membre du personnel recruté ou l'aspirant qui effectue un trajet d'apprentissage professionnel, que ce dernier s'effectue dans le cadre d'un recrutement ou d'un processus de mobilité fédérale.

À cet égard, l'auteur du projet doit être en mesure de justifier son choix de ne pas faire bénéficier le membre du personnel du congé d'adoption, du congé d'accueil, du congé parental d'accueil et du congé pour soins d'accueil visés par le chapitre 6 de l'arrêté royal du 19 novembre 1998, introduisant ainsi une différence de traitement entre les agents aspirants ou recrutés qui réalisent un trajet d'apprentissage et les autres membres du personnel.

Interrogé sur l'existence d'une telle justification, le délégué de la Ministre a répondu ce qui suit :

« Idee is altijd geweest om een verlofstelsel te installeren dat toelaat het traject zo efficiënt en compact mogelijk te laten verlopen. Dit vooral vanwege de intensiteit van het traject alsook de praktische organisatie ervan. De Minister is echter bereid het adoptieverlof ook [...] toe te voegen aan de lijst met verloven ».

Une telle justification ne permet pas de comprendre les raisons pour lesquelles certains types de congé, tel le congé d'adoption, ne sont pas admis, à l'exclusion d'autres types de congés qui sont admis. Il convient en outre de relever que le processus d'adoption et d'accueil d'un enfant peut avoir été enclenché avant le début d'un trajet d'apprentissage professionnel, de sorte que l'exclusion de ces congés semble constituer une mesure disproportionnée. Le dispositif sera réexaminé et, le cas échéant, revu, à la lumière de cette observation.

3. Dans l'article 79^{quater}, alinéa 1^{er}, 4°, en projet, les parenthèses seront omises.
4. Dans l'article 79^{terdecies} en projet, l'alinéa 2 sera reformulé comme suit :

« Par dérogation à l'article 8, alinéa 4, troisième phrase, de l'arrêté sur la mobilité, l'aspirant qui obtient sa mobilité fédérale conformément à l'article 3, 2°, b) ou c), de l'arrêté sur la mobilité prend rang à la date à laquelle son trajet d'apprentissage a débuté ».

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAAND VORMVEREISTE

Krachtens artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’, gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), en overweging 96 van de preambule ervan en, in voorkomend geval, met artikel 2, tweede lid, van de wet van 30 juli 2018 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’, dient de toezichthoudende autoriteit, *in casu* de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 ‘tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit’ geraadpleegd te worden bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel, in verband met de verwerking van persoonsgegevens.

Uit het ontworpen artikel 72 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 ‘betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel’ (artikel 4 van het ontwerp) blijkt dat de aanvraag die betrekking heeft op het begeleidingstraject ter heroriëntering en die door de leidend ambtenaar ingediend wordt bij het directoraat-generaal Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning het volgende bevat:

“1° het administratieve dossier van het personeelslid;

2° in voorkomend geval, met de toestemming van het personeelslid, het verslag van de arts van het Bestuur van de medische expertise dat aanbevelingen bevat over de functies die de in artikel 71[, eerste lid], 2°, bedoelde ambtenaar kan uitoefenen omwille van zijn gezondheidstoestand;

3° in voorkomend geval, met de toestemming van het personeelslid, het verslag van de preventieadviseur-arbeidsgeneesheer dat aanbevelingen bevat over de functies die de in artikel 71[, eerste lid], 2°, bedoelde ambtenaar kan uitoefenen vanwege zijn gezondheidstoestand.”

Die bepalingen houden in dat persoonsgegevens van de betrokkenen verwerkt worden.

Over dit ontwerp dient dan ook het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit ingewonnen te worden.

ALGEMENE OPMERKING

De steller van het ontwerp moet zich ervan vergewissen dat, in het licht van het recht op eerbiediging van het privéleven dat inzonderheid in artikel 22 van de Grondwet verankerd is, de essentiële elementen van de verwerking van persoonsgegevens waarmee de in het ontwerp vervatte regelingen in het bijzonder in het kader van de ontworpen titel III van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 gepaard gaan, nauwkeurig genoeg uiteengezet worden in de toepasselijke regelgeving.

De algemene vergadering van de afdeling Wetgeving heeft in haar advies 68.936/AV van 7 april 2021 opgemerkt dat dit de essentiële elementen zijn van de verwerking van persoonsgegevens:

“1°) de categorieën van verwerkte gegevens; 2°) de categorieën van betrokken personen; 3°) de met de verwerking nagestreefde doelstelling; 4°) de categorieën van personen die toegang hebben tot de verwerkte gegevens; en 5°) de maximumtermijn voor het bewaren van de gegevens.”¹

Het ontwerp moet in het licht van deze opmerking opnieuw onderzocht en, in voorkomend geval, aangevuld worden.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Artikel 1

1. In paragraaf 1, tweede lid, 1°, van het ontworpen artikel 11*bis* moeten de woorden “van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel” weggelaten worden.

Dezelfde opmerking geldt voor paragraaf 3, vierde lid.

2. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat in de Franse tekst van het ontworpen artikel 11*bis*, § 1, vijfde lid, verwezen moet worden naar hoofdstuk XII van het koninklijk besluit van 19 november 1998 ‘betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen’.

3. Op een vraag over de verwijzing in de inleidende zin van het ontworpen artikel 11*bis*, § 4, eerste lid, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord: “Dit is correct. De tekst zal herschreven worden: Wanneer de ambtenaar de voorwaarden van het scholingsbeding niet respecteert, ...”.

Het dispositief moet in die zin gewijzigd worden.

¹ Advies 68.936/AV van 7 april 2021 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 14 augustus 2021 ‘betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie’, *Parl.St.* Kamer 2020-21, nr. 55-1951/001, 119, opmerking 101. Zie ook GwH 10 maart 2022, nr. 33/2022, B.13.1; GwH 22 september 2022, nr. 110/2022, B.11.2; GwH 1 juni 2023, nr. 84/2023, B.16.9.

Artikel 4

1. In het ontworpen artikel 71, eerste lid, 4° en 6°, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 moet de tekst aangevuld worden met de opschriften van de besluiten waarnaar verwezen wordt.
2. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat in artikel 73, tweede streepje, naar artikel 72, § 3, en niet naar artikel 75 verwezen moet worden.

Artikel 5

1. In het ontworpen artikel 79*bis*, derde lid, 2°, moet verwezen worden naar artikel 2, 3°, van het koninklijk besluit van 26 april 2017 ‘betreffende de intrafederale mobiliteit van de personeelsleden die de rechterlijke macht terzijde staan en tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 juni 2006 tot regeling van het verwerven door de militair van de hoedanigheid van Rijksambtenaar door overplaatsing’, aangezien dat artikel niet in paragrafen onderverdeeld is.
2. In het ontworpen artikel 79*quater* wordt bepaald welke afwezigheden genoten kunnen worden door het aangeworven personeelslid of de aspirant die een werkplekleertraject volgt, ongeacht of dat traject gevolgd wordt in het kader van een aanwerving of van een procedure van federale mobiliteit.

In dat verband moet de steller van het ontwerp kunnen verantwoorden waarom hij ervoor gekozen heeft het personeelslid geen recht te geven op het adoptieverlof, het opvangverlof, het pleegouderverlof en het pleegzorgverlof bedoeld in hoofdstuk 6 van het koninklijk besluit van 19 november 1998, waardoor aldus een verschil in behandeling ontstaat tussen de aspirant-personeelsleden of de aangeworven personeelsleden die een werkplekleertraject volgen enerzijds en de overige personeelsleden anderzijds.

Op de vraag of een dergelijke verantwoording bestaat, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Idee is altijd geweest om een verlofstelsel te installeren dat toelaat het traject zo efficiënt en compact mogelijk te laten verlopen. Dit vooral vanwege de intensiteit van het traject alsook de praktische organisatie ervan. De Minister is echter bereid het adoptieverlof ook [...] toe te voegen aan de lijst met verloven.”

Uit een verantwoording die in dergelijke bewoordingen gesteld is, kan niet opgemaakt worden om welke redenen bepaalde soorten verlof, zoals het adoptieverlof, niet toegestaan worden, terwijl andere soorten verlof wel toegestaan worden. Daarenboven dient opgemerkt te worden dat de procedure voor de adoptie en de opvang van een kind opgestart kan zijn vóór het begin van een werkplekleertraject, zodat de uitsluiting van die verloven een disproportionele maatregel lijkt. Het dispositief moet in het licht van deze opmerking opnieuw onderzocht en, in voorkomend geval, herzien worden.

3. In het ontworpen artikel 79^{quater}, eerste lid, 4°, moeten de haakjes weggelaten worden.
4. Het ontworpen artikel 79^{terdecies}, tweede lid, moet als volgt geherformuleerd worden:

“In afwijking van artikel 8, vierde lid, derde zin, van het mobiliteitsbesluit neemt de aspirant die zijn federale mobiliteit bekomt overeenkomstig artikel 3, 2°, b) of c), van het mobiliteitsbesluit voor zijn rangschikking rang in op de dag waarop zijn werkplekleertraject is begonnen.”

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Bernard BLERO